

Dans l'ESR, rentrée en luttes

SUD éducation souhaite une bonne rentrée à l'ensemble des personnels de l'ESR : enseignant·es, BIATPSS, chercheur·euses, précaires, docto·rant·es... Malgré des conditions de travail toujours plus dégradées, nous faisons vivre, chaque jour, le service public d'enseignement supérieur et de recherche.

Suppressions de postes, précarité généralisée, sous-financement chronique, explosion des contrats courts,

réforme de la formation initiale des enseignant·es imposée au pas de charge, attaques contre les libertés académiques... Le gouvernement poursuit le démantèlement de l'ESR.

Pendant que nos universités s'effondrent, que les étudiant·es s'entassent dans des amphis délabrés et que les personnels s'épuisent, l'État préfère subventionner les établissements privés et organiser la mise en concurrence des universités.

Un autre budget est possible pour l'ESR !

Avec le budget 2025, c'est **plus d'1 milliard d'euros de crédits qui ont été retirés à notre ministère**. Aujourd'hui, c'est 8 milliards d'euros qui manquent à l'ESR pour faire fonctionner les formations et la recherche. A la rentrée, 80% des universités seront toujours en déficit avec des conséquences dramatiques pour les conditions de travail des personnels et de formation pour les étudiant·es :

suppressions de postes, gel des mesures salariales, fermetures de sites et de formation, arrêts de travaux de rénovation du bâti... Et **le budget 2026 en discussion promet de nouvelles saignées**. Pendant ce temps, le gouvernement persiste à octroyer près de 8 milliards d'euros dans le Crédit Impôt Recherche au bénéfice de quelques grands groupes capitalistes.

Non à la loi de « modernisation » de l'ESR : une attaque frontale contre le service public

Le projet de loi sur la modernisation et la régulation de l'ESR constitue une nouvelle offensive. Ce texte prévoit de permettre aux formations privées de délivrer des grades universitaires, la poursuite des EPE, la mise sous tutelle des formations par les

rectorats... c'est-à-dire la marchandisation et la mise au pas des personnels. Et E. Macron souhaite aller encore plus loin en proposant de contractualiser la totalité des budgets des universités avec l'Etat à travers les COMP100%.



Un pas de plus dans le pilotage de la formation universitaire et de la recherche par des objectifs de performances, dans l'alignement de la formation aux besoins du marché.

Ces projets s'inscrivent dans la droite ligne

des contre-réformes précédentes : LPR, loi ORE, Parcoursup... Il s'agit de transformer les universités en entreprises de formation sous contrôle managérial, au service des logiques de rentabilité, au détriment de l'autonomie pédagogique, de la recherche libre, et du service public.

SUD éducation en action !

Les moyens existent pour financer un ESR public, gratuit, démocratique et émancipateur. SUD éducation revendique :

- »» l'embauche massive de titulaires pour mettre fin à la précarité ;
- »» l'augmentation des salaires et l'intégration des primes inégalitaires au salaire ;
- »» des budgets à la hauteur de 3% du PIB ;
- »» la rénovation des locaux ;
- »» un plan de lutte contre les VSS et pour l'égalité des droits ;
- »» la fin de la sélection des étudiant·es et la réduction des effectifs dans les groupes d'enseignement ;
- »» des moyens pérennes pour la recherche et la fin de la recherche par projets.

Syndiquez-vous

Pour défendre nos droits : organisons-nous !

Pour résister aux attaques, pour défendre un ESR public, gratuit, ouvert à toutes et tous, et émancipateur, la mobilisation collective est plus que jamais nécessaire.

Ensemble, organisons-nous syndicalement, pour construire dans l'unité et la détermination un véritable rapport de force à la rentrée pour gagner sur nos revendications.

